Wolch, Jennifer R. (1990) *Shadow State : Government and the Voluntary Sector in Transition*. New York, The Foundation Center, 286 p.

Paul Villeneuve

Volume 35, numéro 95, 1991

Partenariat et territoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022190ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022190ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Villeneuve, P. (1991). Compte rendu de [Wolch, Jennifer R. (1990) *Shadow State : Government and the Voluntary Sector in Transition*. New York, The Foundation Center, 286 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 35(95), 447–449.
<https://doi.org/10.7202/022190ar>

a ouvertes au champ de la recherche et qu'elle indique ici et là comme voies de restructuration des rapports entre le pouvoir central et les espaces locaux.

Lizette Jalbert
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

WOLCH, Jennifer R. (1990) *The Shadow State: Government and the Voluntary Sector in Transition*. New York, The Foundation Center, 286 p.

La sous-traitance ne se répand pas seulement dans la sphère économique. Le rétrécissement de l'État-providence serait compensé par l'expansion de ce que Jennifer Wolch appelle le «secteur volontaire», c'est-à-dire cet ensemble de groupes communautaires, d'associations de charité, d'organisations sans but lucratif (OSBL) et d'organismes non gouvernementaux (ONG) qui oeuvrent dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la santé et des services sociaux; qui bénéficient d'exemptions fiscales; qui reçoivent, souvent au compte-goutte, un appui financier de l'État et du public; et qui font largement appel au bénévolat. Ainsi défini, ce secteur recouvre une grande partie du secteur communautaire, appelé aussi «tiers secteur» ou «économie sociale» dans la littérature francophone. Encore faut-il préciser que le tiers secteur inclut habituellement les coopératives de production de biens, qui ne semblent pas faire partie de l'univers exploré par J. Wolch, cet univers étant essentiellement celui de la reproduction sociale.

La préoccupation principale de l'ouvrage porte sur les rapports de sous-traitance qui s'établissent entre l'État et le tiers secteur. Dans la mesure où des formes de contrôle accompagnent le financement accordé au tiers secteur par le gouvernement et l'achat de services de celui-ci auprès de celui-là, J. Wolch propose l'expression de *shadow state* pour désigner le rapport de dépendance dans lequel se retrouve le secteur volontaire. Le *post-welfare state* étendrait son ombre sur le tiers secteur. Bien que l'auteure n'utilise pas explicitement cette analogie, l'impression se dégage que l'État donneur d'ordres dans la sphère de la reproduction sociale agirait un peu comme la grande entreprise qui «fait-faire» une partie de ses activités. Ce rapprochement est d'ailleurs mentionné par d'autres auteurs, dont Louis Favreau dans *Mouvement populaire et interventions communautaires* (Montréal, Centre de formation populaire, 1989). Quant à l'expression *shadow state*, elle rejoint le titre, et le propos, de la thèse de doctorat d'Anne-Marie Séguin, *Un quartier à l'ombre de l'État: les transformations sociales et spatiales du quartier Saint-Jean-Baptiste de Québec* (Québec, Université Laval, département de géographie, 1990).

Selon J. Wolch, les groupes et organismes du secteur volontaire peuvent être analysés en les situant sur trois dimensions: 1) le degré de marchandisation des

services produits; 2) le degré de politisation de l'activité du groupe (se limite-t-il à produire des services ou cherche-t-il à modifier le contexte social et politique où il opère?); 3) le degré de démocratisation du mode de fonctionnement de l'organisme. L'ouvrage relate l'évolution du volontariat aux États-Unis et dans le Royaume-Uni en replaçant ces dimensions dans leur contexte structurel, c'est-à-dire celui de l'émergence et de la transformation du *welfare state*. L'accent est ensuite mis tout spécialement sur les grandes villes américaines et les variations de l'une à l'autre en ce qui concerne la configuration du secteur volontaire. Cette analyse géographique du tiers secteur tire son intérêt de la grande variabilité de celui-ci dans l'espace. Son instabilité, sa précarité et sa flexibilité l'apparentent au secteur des PME et des TPE (très petites entreprises) qui vivent de la sous-traitance.

Les circonstances locales influencent grandement la configuration et la vigueur du volontariat. Dès lors, la prise en compte du contexte politique et économique local devient importante. L'auteure le montre à l'aide d'un certain nombre d'études de cas américains et britanniques, le principal cas étudié étant celui de l'apogée et de l'abolition du «Greater London Council». Confédération du type de nos communautés urbaines, responsable d'une gamme de services régionaux, ce conseil était cependant, à la différence de nos communautés urbaines, composé d'élus des divers partis politiques et ses comités comprenaient plusieurs personnes issues des groupes communautaires. Comme nos communautés urbaines, le Conseil demeura une entité politique assez faible, jusqu'en 1981 où après une campagne bien menée, les travaillistes en prennent le contrôle en mettant de l'avant un programme de mesures sociales bien orchestré qui heurte de front la politique thatcherienne. Celle-ci prône des coupures dans les dépenses sociales mais également le désengagement de l'État et le développement du volontariat. Le Conseil à majorité travailliste joua aussi pleinement la carte du volontariat et augmenta considérablement son appui aux groupes communautaires, les subventions passant de 5 à plus de 100 millions de livres entre 1981 et 1985. À cette date, le Conseil appuyait plus de 2 000 groupes et associations communautaires, privilégiant ceux et celles offrant des services à l'ensemble de l'agglomération londonienne, mais accordant des fonds à un éventail très large de groupes, dont certains ne pouvaient certes être qualifiés de «pro-thatcheriens». Assez rapidement, le gouvernement conservateur à Whitehall se sentit menacé par la politique du Conseil et madame Thatcher réussit à l'abolir le 1^{er} avril 1986, tout en promettant de continuer à financer les groupes et organisations «acceptables». Ce profond changement institutionnel conduisit à la dépolitisation du secteur volontaire et à son contrôle par l'État central. Cette narration du cas londonien révèle, d'intéressante façon, le noeud de contradictions dans les rapports entre l'État et le secteur volontaire.

Les deux derniers chapitres de l'ouvrage généralisent les interprétations tirées des études de cas. J. Wolch ne manque pas de souligner les ambiguïtés des pratiques entourant le tiers secteur. Elle note que l'expérience du «Greater London Council» montre comment le secteur volontaire peut devenir l'infrastructure organisationnelle nécessaire à la participation des citoyennes et citoyens des classes populaires autant que des classes moyennes et supérieures, tout en étant constamment à la merci du pouvoir étatique. Au total, cet ouvrage constitue une contribution majeure à l'analyse des nouvelles formes de développement social. Il

intéressera celles et ceux qui suivent de près les tribulations du secteur communautaire, dont la position entre le secteur public et le secteur privé est à la fois inconfortable et pleine de promesses.

Paul Villeneuve
Département de géographie
Université Laval

GUMUCHIAN, Hervé (1990) *À la périphérie de la périphérie: l'espace rural et le concept de fragilité en Abitibi*. (Coll. «Notes et documents» n° 90-01), département de géographie, Université de Montréal.

Grenoblois, spécialiste de la montagne, Hervé Gumuchian a mis à profit une année sabbatique pour étendre le champ de ses préoccupations relatives aux espaces à faibles densités. Comment se vivent, se gèrent et se projettent dans l'avenir ces espaces quasiment vides? C'est de l'Abitibi rural, la «périphérie de la périphérie», qu'il a fait son terrain.

Périphérique, l'Abitibi l'est à coup sûr dans le regard de l'Autre, de ceux du Centre, comme ces étudiants de Montréal, qui dans une enquête-questionnaire le perçoivent comme lointain, hostile, à tout le moins dénué d'attraits, hormis son potentiel de ressources naturelles. Périphérique, voire insulaire — ce qui engendre sur place un fort sentiment d'appartenance régionale — et pourtant pluriel; s'en tenant au seul domaine rural, H. Gumuchian campe quatre situations: de stabilité, de recomposition, de recherche et d'agonie.

Pour mieux cerner la réalité abitibienne, le chercheur adopte le concept de fragilité qui lui paraît préférable à celui de marginalité. Neuf indicateurs prenant en compte les contraintes et la maîtrise de l'espace, la dynamique démographique et les difficultés de la vie quotidienne lui permettent de bâtir un indice de fragilité qui précise les situations locales.